

DIAL 3771

# CUBA - Ni autoritarisme ni protectorat, démocratie

Samuel Farber

samedi 28 février 2026, mis en ligne par [Françoise Couédel](#)

*Cette colonne d'opinion a été publiée en février 2026 par [Nueva Sociedad](#). Samuel Farber est né et a grandi à Cuba où, quand il était dans l'enseignement secondaire, il s'est engagé contre la dictature de Fulgencio Batista (1952-1959) avant de migrer vers les États-Unis en 1958, l'année qui a précédé le renversement du régime par les révolutionnaires cubains (janvier 1959). Après des études de sociologie à Berkeley, il a travaillé comme enseignant-chercheur à la City University of New York (Brooklyn College).*

---

*La situation de Cuba s'aggrave de jour en jour [1]. À l'incompétence du régime s'ajoutent les menaces – et l'étranglement économique – par le gouvernement de Donald Trump. Dans ce contexte il est fondamental de ne pas confondre le soutien international au mouvement démocratique avec l'ingérence états-unienne qui minera l'autonomie nationale future et peut entraîner le pays dans un régime néocolonial tel qu'il l'a connu dans le passé.*

Cuba est plongée dans sa période peut-être la plus difficile depuis janvier 1959. La situation politique continue à se dégrader, avec la répression systématique de toutes les manifestations collectives, qu'elles soient [spontanées comme celles du 11 juillet 2021](#) ou d'autres mobilisations locales qui ont eu lieu depuis lors, ou un peu plus organisées mais moins massives, comme celle menée par l'universitaire Alina Bárbara López Hernández. Même son initiative de brandir une feuille blanche dans un parc de Matanzas a été réprimé par l'État [2].

L'économie est toujours en chute libre, avec la diminution importante du tourisme et la quasi-disparition de l'industrie sucrière. Le principal responsable de tout cela est le gouvernement cubain qui a favorisé la construction d'hôtels pour les louer à des agences hôtelières internationales au détriment d'investissements beaucoup plus nécessaires. En même temps, le régime poursuit ses aberrations économiques comme les mauvais traitements systématiques de l'agence d'État Acopio à l'agriculture, l'insuffisance de l'autonomie et des moyens de production accordés aux petits paysans privés. À tout cela il faut ajouter que le système politique très autoritaire est en soi un facteur économique déterminant : il est source d'apathie, d'indifférence, et d'irresponsabilité économique en raison du manque d'encouragements économiques ou politiques, que pourrait au contraire fournir un contrôle démocratique par en bas, sous le patronage d'un syndicalisme indépendant, avec des mécanismes de contrôle démocratique créés par les travailleurs sur leurs lieux de travail.

À cela s'ajoute le blocus/embargo états-unien qui joue un rôle important dans la situation économique critique qui règne sur l'île. Outre l'interdiction de vendre du sucre sur les marchés du Nord, en vigueur depuis la décennie de 1960, et l'interdiction des investissements états-unis à Cuba, le gouvernement de Donald Trump a noirci considérablement le tableau avec son interdiction de voyage aux États-Unis et, plus crucial encore, les fortes pressions exercées sur le système bancaire international pour interdire l'octroi de crédits au pays. De fait, il y a longtemps que l'Union européenne s'est plainte formellement de la politique illégale d'extraterritorialité de Washington, quand les États-Unis ont sanctionné les activités

d'entreprises européennes à Cuba.

## Les conséquences de l'invasion du Venezuela

Les événements du 3 janvier, quand des militaires états-uniens ont atterri à Caracas et séquestré le dictateur Nicolás Maduro, ont transformé la situation du Venezuela mais aussi celle de Cuba.

L'importance de cet événement réside non seulement dans le fait que le Venezuela ne fournira plus de pétrole à l'île (l'approvisionnement avait déjà diminué avant le 3 janvier), mais dans l'ampleur que Trump lui-même a donné à cette opération militaire à Caracas. Dans la situation politique postérieure au 3 janvier, ce positionnement est d'une haute importance aussi bien politique que légale. Trump a proclamé sans vergogne que Washington gouvernera le Venezuela et, sous prétexte de justifier historiquement son invasion, il a invoqué à plusieurs reprises, d'une part, le président William McKinley (1897-1901), un promoteur actif de l'impérialisme états-unien et, d'autre part, ni plus ni moins que de la doctrine Monroe dans toute sa splendeur colonialiste.

Au-delà de l'ingérence au Venezuela pour contrôler ce pays - le gouvernement vénézuélien devra soumettre régulièrement ses budgets à l'inspection de Washington -, Trump persiste à vouloir annexer d'une façon ou d'une autre le Groenland, afin de consolider ses certifications « monroeiste », étant donné que ce territoire autonome est rattaché au Danemark, le type de puissance européenne que Monroe voulait justement éliminer de son banquet colonialiste.

Il est intéressant de noter que lors de toute cette fête impériale et coloniale il y a eu quelque chose de totalement nouveau : le fait que Trump ait dédaigné la fameuse feuille de vigne [3] utilisée par Washington depuis longtemps et n'ait absolument rien dit de la démocratie, de la liberté, tous les thèmes idéologiques traditionnels de la politique étrangère états-unienne pour justifier ses interventions à l'étranger. Au lieu de cela, il a parlé clairement de la récupération de « notre » pétrole que divers gouvernements vénézuéliens avaient eu l'audace et la témérité de considérer comme faisant partie de la richesse naturelle et historique de leur pays.

Il est à déplorer que de nombreux Cubains, aussi bien sur l'île qu'à l'extérieur, aient approuvé les mesures de Trump. Nous devons pas pour autant être complices de ce soutien qui nous engage moralement et politiquement, nuit à la cause démocratique même à court terme et rend invisibles ceux qui, faisant leur devoir de citoyens, considèrent avec sérieux l'indépendance de leur pays.

Cependant le plus grave pour notre peuple est que, la « victoire » au Venezuela, est montée à la tête à Trump et de son secrétaire d'État, Marco Rubio. Au cours du mois de janvier, les principaux médias états-uniens ont déclaré que Washington envisage sérieusement un ensemble d'actions contre le gouvernement cubain avant la fin de cette année. Le plus alarmant de ces projets comprendrait un blocus maritime de Cuba, dans le but spécifique d'interrompre son importation de pétrole de tout pays étranger. De toute évidence cela signifierait, bien au-delà de la crise actuelle à Cuba, un effondrement presque total de l'économie cubaine qui pourrait mener le pays dans une situation chaotique du type de celle de la Libye ou de la Syrie.

Un blocus total de l'entrée de pétrole à Cuba et d'autres tactiques du même type, dans le cadre du long embargo/blocus, serait une agression non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre le peuple cubain dans son ensemble. Cela devrait donc provoquer le rejet de l'opposition démocratique. Cela ne veut pas dire, aucunement, que l'opposition démocratique s'aligne sur les intentions, les termes, la rhétorique du gouvernement cubain. De fait, ce serait une grande opportunité politique - mais malheureusement au beau milieu d'une grande tragédie - pour que l'opposition démocratique prouve dans la pratique le caractère frauduleux des revendications patriotiques du système autoritaire du parti unique qui sévit à Cuba.

En même temps les plans de Trump peuvent inclure une autre stratégie, quelque chose comme une invitation à des secteurs du régime cubain à obtenir un accord dans le style vénézuélien. En réalité, il n'est pas très difficile d'imaginer, par exemple, que les généraux qui dirigent le puissant Groupe

d'administration des entreprises SA (GAESA) pourraient examiner cette « solution » afin de protéger leurs intérêts. Il a été dit qu'Alejandro Castro Espín, le fils de Raúl Castro, se serait réuni avec des représentants de Trump pour parvenir à une forme d'accord sur les relations entre les États-Unis et Cuba. Si ces négociations ont pour résultat la libération des prisonniers politiques cubains, ce serait une bonne nouvelle mais il faut être très méfiant sur la possibilité d'un accord dans le style vénézuélien, qui maintiendrait le régime présent au pouvoir, avec le soutien d'une intervention états-unienne.

## Que signifie le principe de l'autodétermination nationale ?

Pendant plus d'un siècle on a longuement parlé du droit à l'autodétermination nationale. Ce sujet a beaucoup retenu l'attention après la Première Guerre mondiale, quand se sont effondrés aussi bien l'Empire austro-hongrois que l'Empire ottoman, ce qui a libéré, du moins virtuellement, un grand nombre de pays qui avaient été soumis à ces empires, surtout dans le centre et le sud-est de l'Europe, ainsi qu'au Moyen-Orient. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que des hommes politiques comme le président d'alors Woodrow Wilson, ainsi que le leader bolchevique Vladimir I. Lénine, quand ils parlaient d'autodétermination, se référaient à l'autodétermination des nations non des États ou des gouvernements.

Cela signifie que le respect de l'autodétermination nationale ne dépend pas de ce que les gouvernements soient bons ou mauvais et que, par conséquent, ce n'est pas un prix réservé aux gouvernants qui se « comportent bien ». Ainsi, quand en 1935 l'opinion publique internationale s'est unie pour la défense de l'Éthiopie contre l'invasion italienne, elle ne l'a pas fait parce qu'elle soutenait l'empereur Haïlé Sélassié, dont le régime brutal intégrait même l'esclavage dans son système social et politique. Dans de nombreux pays on a considéré que, outre l'opposition à l'expansion du fascisme, le rejet de l'invasion s'appuyait sur le principe qu'il revenait aux Éthiopiens de décider du destin de leur pays, ce qui naturellement n'incluait pas la destinée des terres non éthiopiennes gouvernées par l'empire de Sélassié.

Dans notre cas, l'autodétermination nationale signifie que ce sont les Cubains et uniquement les Cubains qui ont le droit et l'obligation de résoudre les problèmes si graves auxquels l'île est confrontée, tels que l'autoritarisme arbitraire qui ne reconnaît même pas ses propres lois et l'absence d'éléments de base de la démocratie dans un système de parti unique. Nous ne pouvons faire confiance à aucune des puissances impérialistes étrangères pour nous libérer sans hypothéquer sérieusement l'avenir de Cuba. C'est ce qui se passe maintenant au Venezuela qui est en passe de devenir un protectorat étas-unien.

Cela ne veut pas dire que les Cubains démocratiques n'aient pas besoin d'aide de l'extérieur pour atteindre leurs objectifs libérateurs. Les mambis [\[4\]](#) qui ont lutté pour l'indépendance ont été soutenus par une grande partie des Cubains et amis de Cuba de l'extérieur. Le journal *Patria*, fondé par José Martí à New York en 1892 pour organiser la lutte armée à Cuba contre le gouvernement espagnol avec le Parti révolutionnaire cubain, n'a pas été financé par le gouvernement états-unien mais par les Cubains résidant aux États-Unis, en particulier les vendeurs de cigares cubains de Floride.

Il est important de signaler que l'autofinancement des mouvements d'opposition favorise énormément leurs efforts d'organisation alors que leur financement par des gouvernements, comme celui des États-Unis, en plus de favoriser leur dépendance politique, encourage la passivité organisationnelle. En tout cas, il est important d'indiquer que Trump a pratiquement suspendu son financement à des organisations traditionnellement soutenues par le gouvernement états-unien, telles que Radio Martí, – ce qui a entraîné sa fermeture – ainsi qu'à des publications telles que le *Diario de Cuba* qui est parvenu à survivre jusqu'à maintenant.

On estime qu'il y a plus d'un million et demi de Cubains et de Cubano-États-uniens aux États-Unis et approximativement un quart de million de Cubains qui résident en Espagne, sans compter les dizaines de milliers répartis dans d'autres parties du monde. Malheureusement, il y a des Cubains, particulièrement en Floride, qui ont fait le choix de l'autoritarisme trumpiste, même s'il maltraite leurs compatriotes tout autant que les autres immigrants latino-américains soumis à l'arbitraire des milices du Service de l'immigration et du contrôle des douanes (ICE, pour son sigle en anglais).

Le problème n'est pas que les Cubains deviennent annexionnistes, une politique qui, évidemment, n'a aucun avenir pour la simple raison que ni le Congrès des États-Unis, avec ou sans majorité démocrate, ni Trump lui-même n'accepteraient ce pays comme 51<sup>e</sup> État. Ce qui en revanche est tout à fait possible c'est le développement important d'un courant d'opinion cubain néocolonialiste ou plattiste - en référence à l'Amendement Platt de 1901 qui, dans le contexte de l'occupation militaire, a soumis Cuba aux intérêts étasuniens.

Mais il y a aussi de très nombreux Cubains aux États-Unis qui ne se sont pas compromis avec le trumpisme. Je crois que cela facilite la création d'un mouvement démocratique des Cubains de l'étranger pour lutter contre l'arbitraire et l'autoritarisme à Cuba. Dernier élément, nous ne devons pas dédaigner la société civile états-unienne comme autre source de soutien aux Cubains de sensibilité démocratique. Dans ce contexte il faut mentionner des organisations indépendantes comme Amnesty international et Human Rights Watch qui pendant de nombreuses années, ont dénoncé les abus contre les droits civils et démocratiques dans l'île.

---

**- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3771.**

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
- Source (espagnol) : [Nueva Sociedad](#), février 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Une version antérieure de cet article a été publiée dans [Sin Permiso](#) le 7 février 2026.

[2] Elle a été arrêtée et détenue plusieurs heures par les services de sécurité - note DIAL.

[3] Symbole de pudeur, de dissimulation - NdIT.

[4] Les mambis sont les guérilleros cubains, soldats réguliers ou non, qui prirent part aux guerres d'indépendance cubaines du XIX<sup>e</sup> siècle - NdIT.